Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 1, n° 3 | Décembre 2010

Lectures hétérodoxes du développement durable

Patriotisme économique et développement durable

Economic patriotism and sustainable development

Marie-Françoise Delaite et Jacques Poirot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8469>

DOI : 10.4000/developpementdurable.8469

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Marie-Françoise Delaite et Jacques Poirot, « Patriotisme économique et développement durable », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 1, n° 3 | Décembre 2010, mis en ligne le 08 juillet 2010, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8469> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.8469

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Patriotisme économique et développement durable

Economic patriotism and sustainable development

Marie-Françoise Delaite et Jacques Poirot

- 1 Le patriotisme économique apparaît comme un élément constitutif du patriotisme, que Durkheim (1890, : 69) définissait comme « *l'ensemble des idées et des sentiments qui attachent l'individu à un État déterminé* ». Nous considérerons, pour notre part, que le patriotisme économique est le sentiment partagé par tout ou partie des acteurs d'un pays, tels que les administrations publiques centrales, les collectivités territoriales, les consommateurs ou les entreprises, d'appartenir à un système économique et/ou social national dont il convient d'assurer la pérennité. Ce sentiment d'appartenance à un espace économique et social commun peut entraîner l'apparition, chez nombre d'acteurs, de l'obligation morale de soutenir et de favoriser certaines activités nationales, parfois au détriment même de leurs propres intérêts. C'est à ce patriotisme économique que font appel les hommes politiques, lorsque les intérêts économiques fondamentaux de leurs pays leur paraissent menacés par les décisions d'acteurs étrangers, qu'il s'agisse de gouvernements, d'institutions internationales ou d'entreprises étrangères. Bernard Carayon a contribué, par ses rapports de 2003 et de 2006 ainsi que par son ouvrage sur le patriotisme économique (2006b), à promouvoir, en France, le concept de patriotisme économique, qu'il considère comme « *le garant de notre cohésion nationale* » (2006a, : 11). Un appel au patriotisme économique a été lancé, en France, par Dominique de Villepin, lors d'une conférence de presse en juillet 2005, à la suite de rumeurs sur une éventuelle OPA hostile concernant Danone. Les responsables politiques ont fait référence à plusieurs reprises à ce concept de patriotisme économique, notamment en 2006, pour défendre des fleurons de l'industrie française menacés par des multinationales étrangères.
- 2 Comment ce patriotisme économique a-t-il progressivement émergé ? Comment peut-on le caractériser ? Quelles sont ses expressions ou manifestations au niveau des comportements des acteurs, notamment des États ou même des unions régionales ? Quels sont, par ailleurs, ses fondements véritables ? Peut-il être justifié, d'un point de vue

éthique, alors qu'il a, pour conséquence inévitable, parfois, de nuire aux intérêts de ceux qui n'appartiennent pas à la collectivité nationale ?

- 3 Historiquement, les premières manifestations du patriotisme économique sont apparues, en Europe, sans que le terme même de patriotisme ne soit utilisé, en même temps que les États nationaux au XVI^e siècle, avec le développement de la doctrine mercantiliste. C'est pourquoi nous montrerons, dans une première partie, que le patriotisme économique est en fait une notion ancienne, qui a été en permanence réactualisée en fonction de l'évolution des structures économiques. Nous soulignerons, à cet égard, les logiques institutionnelles inspirées par le patriotisme économique, c'est-à-dire sa traduction en terme de politique économique. Nous nous efforcerons, dans la seconde partie, de dépasser les analyses traditionnelles du concept de patriotisme économique en identifiant les fondements et la légitimité dans le contexte actuel de la mondialisation. Nous nous appuierons, à cet égard, sur les principes de l'économie du don, dont Marcel Mauss (1923-24) a été l'initiateur, en recherchant dans quelle mesure le patriotisme économique apparaît souvent indissociablement lié au maintien du développement durable dans les secteurs régis par ces principes ; le développement durable est défini par ses trois dimensions, la dimension économique, avec la poursuite d'une croissance économique soutenable, la dimension sociale, avec le respect de l'équité intragénérationnelle et intergénérationnelle, ainsi que la dimension environnementale, avec le respect de l'environnement et des écosystèmes qui le constituent.

1. Le patriotisme économique : une notion ancienne en permanence réactualisée

- 4 Le patriotisme économique est un concept qui n'a pas de référent théorique vraiment clair chez les économistes. Il est, par conséquent, susceptible d'interprétations diverses qu'il convient de distinguer. L'objectif de cette partie est de situer le concept de « patriotisme économique » dans une perspective historique et de tenter de mettre à jour les interrogations adressées à cette forme de préservation de l'intérêt national. Après avoir rappelé les trois conceptions historiques du patriotisme économique, nous analyserons ses logiques institutionnelles.

1.1. Les trois conceptions historiques du patriotisme économique

- 5 Il n'existe pas un modèle unique du patriotisme économique mais trois conceptions qui ont chacune leur propre cohérence : il s'agit des modèles d'inspiration mercantiliste, d'inspiration listienne et d'inspiration keynésienne.

1.1.1. Le patriotisme économique d'inspiration mercantiliste

- 6 Le patriotisme économique, développé par les mercantilistes industrialistes au XVII^e siècle, se concrétise par une forme spécifique d'intervention étatique dans le champ économique, qu'elle soit d'incitation ou d'encadrement réglementaire¹. Ce patriotisme passe par l'émergence d'un État fort et conquérant, capable de se fixer des choix stratégiques visant à développer son industrie.
- 7 En fait, le mercantilisme industrialiste postule que la puissance politique et économique du royaume s'appuie sur une industrie forte et indépendante (Barbet, 1997). Pour Colbert,

le développement des manufactures est, plus que l'expansion agricole et commerciale, un vecteur de la puissance d'une nation. L'intervention de l'État dans la croissance de l'industrie est primordiale. La puissance publique doit financer les manufactures, réglementer la production (création de manufactures d'État, de compagnies de commerce...) et contrôler strictement la qualité des produits en imposant des normes de fabrication. L'appel à des techniques et à des ouvriers étrangers hautement qualifiés est favorisé dans les secteurs où l'industrie française est en retard.

- 8 Cet industrialisme étatique s'accompagne d'une protection douanière rationnelle qui favorise l'importation de matières premières nécessaires à l'industrie nationale et l'exportation de produits manufacturés. Il a pour objectif, non seulement de rendre le pays puissant, mais encore de favoriser l'apparition d'un excédent dans la balance commerciale afin d'accroître, dans l'optique mercantiliste, le stock de métaux précieux (or et argent), l'abondance monétaire favorisant le financement de l'industrie. Les partisans actuels d'un tel patriotisme économique n'hésitent pas à aller chercher dans le mercantilisme industrialiste des recettes, voire des références réellement interventionnistes. Ils préconisent une forme rénovée de politique industrielle et, avec elle, l'intervention d'un État capable de créer des règles et des procédures favorables à l'expression de l'initiative industrielle (Pastré, 2006a).

1.1.2. Le patriotisme économique d'inspiration listienne

- 9 Le patriotisme d'inspiration listienne se décline en trois objectifs : créer un protectionnisme éducateur, renforcer le sentiment d'appartenance nationale et instaurer un État développeur et catalyseur d'énergie. Un fort sentiment patriotique à l'égard de la nation allemande, que l'on retrouve chez nombre d'auteurs romantiques ou d'historiens allemands, a incontestablement influencé les travaux de Friedrich List, notamment lorsqu'il souligne l'importance qu'il convient d'accorder à l'appartenance collective. David Todd (2007) rappelle, à cet égard, que List fut un « *farouche partisan de l'unité allemande* » et le « *père spirituel du Zollverein (union douanière des États allemands réalisée sous l'égide de la Prusse en 1834)* »².

1.1.2.1. La défense d'un protectionnisme éducateur

- 10 List plaide en 1841 en faveur d'un protectionnisme éducateur qui consiste pour un État à protéger, au moins provisoirement, les industries naissantes et fragiles contre la concurrence des pays plus avancés. Il s'oppose, dans ses écrits, à la doctrine ricardienne de la spécialisation naturelle qui repose sur la loi des coûts comparés. Selon lui, le libre-échange ne peut que perpétuer la domination des nations qui ont su très tôt mettre en place une industrie porteuse.

1.1.2.2. L'importance de l'appartenance collective

- 11 List accorde une importance au sentiment d'appartenance nationale comme mobile collectif du développement. Selon lui, les citoyens sont les membres d'une « association nationale » et, à ce titre, ils partagent un ensemble de valeurs et d'héritages et sont fondateurs d'une vision de l'avenir. Il accuse la doctrine classique anglaise d'ignorer les citoyens pour ne considérer que des individus. List, en effet, s'opposant à cette théorie classique, estime que « *si l'individu connaît et entend mieux que personne son propre intérêt, il*

ne sert pas toujours par sa libre activité les intérêts de la nation » (List, 1841 : 284). Selon cet auteur, on méconnaît les intérêts de l'ensemble de la société « *si l'on envisage chaque individu isolément et non comme membre de l'association nationale* » ou « *si, à l'exemple de Smith ou de Say, on ne voit dans les individus que des producteurs et des consommateurs et non des citoyens ou des nationaux* ». List souligne qu'en tant que simples producteurs ou consommateurs, « *les individus n'ont nul souci de la prospérité des générations futures* » (List, 1841 : 293). Avec le respect des générations futures, dont il convient ainsi d'assurer la prospérité, c'est-à-dire d'être en mesure de satisfaire correctement leurs besoins, List se place dans la logique de ce nous appelons, depuis la publication du rapport Brundtland en 1987, le développement durable. Cet auteur a eu ainsi l'intuition que des mesures protectionnistes, concrétisant un certain patriotisme économique, étaient non seulement compatibles, mais encore parfois indispensables pour assurer la pérennité d'un développement durable.

1.1.2.3. La nécessité d'un État développeur « catalyseur d'énergie »

- 12 List est persuadé que le processus d'industrialisation nécessite l'intervention active du gouvernement qui peut, seule, coordonner les énergies nécessaires, définir les règles du jeu national, superviser l'interaction des divers acteurs et fédérer les énergies des multiples intervenants au service de l'intérêt national et du développement économique.
- 13 Ainsi, le patriotisme économique développé par List reposant sur la dimension collective de la nation et prenant en compte l'intérêt des générations futures s'inscrit dans le cadre du développement durable.

1.1.3. Le patriotisme économique d'inspiration keynésienne

- 14 Le patriotisme d'inspiration keynésienne se décline en trois principes : indépendance des politiques économiques nationales, primauté de la finance nationale et possibilité de concilier justice sociale et efficacité économique. Keynes n'a toutefois traduit son patriotisme économique en termes protectionnistes qu'à partir de 1933, alors que, dans les années 1920, il ne soutenait pas une telle stratégie économique³.
- 15 Le premier principe consiste à renforcer l'indépendance des politiques économiques nationales qui ne doivent viser qu'un seul objectif, celui du plein emploi. Pour lutter contre le chômage par une « *politique d'intérêt autonome* » et « *d'investissements nationaux* », l'État doit se libérer des contraintes provenant des mouvements de capitaux. Sur ce point Keynes estime, dans son texte de 1933 sur l'autosuffisance nationale, que « *si l'on pouvait éviter les fuites de capitaux, les politiques intérieures seraient plus faciles à déterminer* » (Keynes, 1933 : 8). Il est clair que la nécessité de maintenir le taux d'intérêt à un niveau élevé pour éviter ces fuites de capitaux peut réduire le développement de l'investissement. Par ailleurs une politique de soutien de la demande exige une certaine autonomie de l'économie nationale, pour que la demande stimulée par l'action de l'État ne se traduise pas par des importations.
- 16 Selon le deuxième principe, il convient de rendre sa primauté à la finance nationale. Keynes dénonce la participation de capitalistes étrangers dans le capital des sociétés nationales. Selon lui, ces rentiers visent plus la réalisation de plus-values par cession de titres sur un second marché que la pérennité d'une affaire. Il accuse surtout ceux qui font pression contre une réduction des taux d'intérêt en menaçant de quitter le pays. Par ailleurs, il oppose la dimension nationale des citoyens soucieux de développer des

équipements collectifs sur leur propre territoire ou même de protéger certains aspects de l'environnement à la dimension apatriote des capitalistes. Keynes est ainsi conduit à préconiser une finance principalement nationale. Une citation, tirée de son article de 1933 sur l'autosuffisance nationale, éclaire sa profonde conviction à ce sujet : « *Produisons chez nous chaque fois que c'est raisonnablement et pratiquement possible, et surtout faisons en sorte que la finance soit en priorité nationale* » (Keynes, 1933 : 9).

- 17 Selon le troisième principe retenu par Keynes, il convient de concilier justice sociale et efficacité économique, tout en sauvegardant le capitalisme auquel il reste attaché. Bornons nous à citer, en guise d'illustration, un passage des *Essais de persuasion* : « Le problème politique de l'humanité est de concilier trois choses : un meilleur rendement économique, la justice sociale et la liberté individuelle » (Keynes, 1931 : 163). Selon lui, la politique de redistribution des revenus est compatible avec une politique de soutien de la demande. Une fiscalité correctrice des inégalités de revenus est un moyen efficace pour augmenter la consommation nationale. En favorisant les ménages qui ont de bas revenus et dont, par conséquent, la propension à consommer est forte, une politique de redistribution doit permettre de relancer l'activité économique. Une telle mesure est juste et efficace. Sur ce point, Keynes écrit dans la *Théorie Générale* : « *En ce qui concerne la propension à consommer, l'État sera conduit à exercer sur elle une influence directrice par sa politique fiscale, par la détermination du taux d'intérêt, et peut être aussi par d'autres moyens* » (Keynes, 1936 : 371).
- 18 Il ressort de l'analyse précédente que le patriotisme économique développé par Keynes permet à l'État de retrouver une marge d'autonomie dans sa stratégie de politique nationale à des fins sociales. Il rejoint ainsi le développement durable en prenant en compte les dimensions économiques et sociales. La dimension environnementale du développement durable est également évoquée, lorsque Keynes précise que le renforcement de l'autosuffisance nationale ne devrait pas toutefois « *être considéré comme un idéal en soi, mais comme le moyen de créer un environnement dans lequel d'autres idéaux pourront être poursuivis commodément et en toute sécurité* » (Keynes, 1933 : 12). Dans l'esprit de Keynes, ces « idéaux » ne concernaient pas uniquement le maintien de l'emploi national et la lutte contre le chômage, mais encore, dans une certaine mesure, la défense de l'environnement, car il déplore la destruction de la « *beauté de la campagne* » ainsi que le renoncement à un urbanisme de qualité (Keynes, 1933 : 14).
- 19 Au terme de cette analyse sur les conceptions historiques du patriotisme économique (mercantiliste, listienne et keynésienne), un constat s'impose. Les trois approches ont comme point commun, la maîtrise du capitalisme et le rôle central de l'État dans la sauvegarde des intérêts nationaux. Toutes s'intéressent à une ou plusieurs dimensions du développement durable ; la conception mercantiliste, que nous avons retenue, met l'accent uniquement sur la dimension économique en recommandant un développement industriel indispensable pour assurer la puissance de l'État et pour favoriser, même si ces auteurs n'ont pas expressément mentionné cet aspect, la satisfaction des besoins des générations futures. List exprime directement son souci de la prospérité des générations futures et on peut considérer qu'il prend en compte ainsi implicitement les dimensions économique et sociale du développement durable. Quant au patriotisme de Keynes, il vise implicitement le développement durable dans ses trois dimensions ; toutefois, les préoccupations environnementales n'étant pas très fortes à l'époque de Keynes, ce dernier ne fait référence à la protection de l'environnement qu'en mentionnant la « *beauté de la campagne* ». Tous ces auteurs ont eu l'intuition que l'application de

certaines formes de protectionnisme économique, traductions qu'ils donnent de leur patriotisme économique, était susceptible de favoriser un développement durable, même si ce concept n'est apparu que plus tardivement au cours des années 1970 et 1980, lorsque la crise écologique se profilait à l'horizon.

1.2. Les logiques institutionnelles inspirées par le patriotisme économique

- 20 L'objectif de cette partie est de fournir un cadre analytique permettant de mieux cerner les trois logiques institutionnelles inspirées par le patriotisme économique : être un levier pour le développement, promouvoir la sécurité économique et contribuer à la puissance industrielle, commerciale et financière du pays.

1.2.1. Le patriotisme économique : un levier de développement

- 21 Le patriotisme économique peut trouver sa légitimité dans des politiques de rattrapage menées par de nombreux États. Tel était le cas historiquement de la France de Colbert, de l'Allemagne de List, de l'Amérique Latine des années 1930 puis des années 1950, de la France des années 1960, du Japon jusqu'en 1990 ; tous ces pays se sont développés par une ouverture progressive, après une phase de protection de leur marché intérieur.
- 22 Au Japon, le régime de croissance jusqu'en 1990, durant la phase de rattrapage, se caractérise par un certain nombre de mécanismes dont les plus importants sont constitués par un modèle de développement reposant sur l'identité nationale et la cohésion nationale : un système de participations croisées qui unissent les firmes des keiretsu (conglomérats puissants d'entreprises industrielles, commerciales et financières) les protégeant contre les OPA inamicales provenant des entreprises étrangères, une épargne intérieure abondante qui permet de financer les investissements, une politique industrielle efficace avec un rôle central de l'État dans le décollage des industries d'avenir, des liens privilégiés entre les banques – dont le capital demeure fermé aux investisseurs étrangers – et les entreprises des keiretsu.
- 23 Dans les années 1960, sous la présidence du Général de Gaulle, le rattrapage de la France par rapport aux États-Unis a été mis en œuvre par l'État et les entreprises publiques ainsi que par un système financier administré. Les nationalisations étaient l'instrument adapté à cette politique de patriotisme économique. La République fédérale d'Allemagne, de son côté, a cherché à obtenir l'ouverture généralisée des frontières et, en même temps, elle a voulu protéger son marché par l'instauration de normes de fabrication ou par la fermeture de son capital aux investisseurs étrangers. La liaison organique entre banque et industrie a permis à ce pays de limiter les droits de vote d'actionnaires jugés indésirables.

1.2.2. Le patriotisme économique : une stratégie de sécurité économique

- 24 Cette stratégie peut s'articuler autour de trois axes : un contrôle « patriotique » des délocalisations, la protection d'activités économiques jugées essentielles ou stratégiques, et la prise en compte de la nationalité des entreprises.

1.2.2.1. Le contrôle patriotique des délocalisations

- 25 Les délocalisations, favorables pour la firme (augmentation de la production ou de ses parts de marché au niveau mondial), sont souvent non bénéfiques à l'échelle de la nation, si l'on prend en compte la « déterritorialisation » des activités domestiques et les répercussions en chaîne qui s'ensuivent sur d'autres entreprises ainsi que sur les services publics. Elles sont destructrices de nombreux emplois et de revenus dans les territoires d'origine, tandis que des postes de travail sont proposés aux travailleurs des pays émergents ou des pays en voie de développement. Mais l'État peut-il demander à ses citoyens, dont les entreprises sont délocalisées, d'aller travailler dans d'autres pays à bas salaires ? Par ailleurs, les économies d'échelle, qui résultent des délocalisations, sont redistribuées en faveur d'un actionnariat à la recherche d'une rentabilité financière de court terme et au détriment des salariés du pays d'origine. La nouvelle division internationale du travail nécessite donc une intervention de l'État qui peut prendre la forme soit d'un contrôle patriotique des délocalisations (aspect défensif du patriotisme économique) soit d'une stratégie d'attractivité du territoire (aspect offensif du patriotisme économique). Le contrôle patriotique des délocalisations consiste, alors, pour un État à instaurer des obstacles de toutes natures aux tentatives de prises de contrôle indésirables mettant en cause l'indépendance et l'emploi dans des activités de type stratégique. La stratégie d'attractivité, dans le cadre d'un patriotisme offensif, consiste pour un État à rendre le territoire attractif pour l'ensemble des entreprises, quelle que soit leur nationalité.

1.2.2.2. La protection des activités économiques essentielles et/ou stratégiques

- 26 Dans le nouveau contexte de la mondialisation, les États-nations ont le devoir d'assurer la sécurité à leurs ressortissants, en disposant, en toute indépendance, des moyens nécessaires à cet effet et d'une capacité de décision autonome. Ils doivent être capables de maîtriser les intérêts essentiels de leur nation, au besoin en s'opposant aux exigences de la mondialisation. Ils ne doivent pas abandonner à la discrétion d'autres pays (surtout s'ils n'appartiennent pas aux mêmes zones d'intérêts et de valeurs) des productions à caractère stratégique.
- 27 Plus fondamentalement, les États doivent être capables d'élaborer une stratégie destinée à prévenir les menaces et à anticiper les risques d'ordre économique, technologique et financier. En 1988, les États-Unis, au nom du patriotisme économique, ont mis en place un dispositif de contrôle des investissements étrangers qui autorise le Président à limiter ou à interdire totalement certaines prises de contrôle (Delbecque, 2008). Au cours de la période récente, des États, au nom de l'intérêt national, se sont munis d'outils réglementaires et légaux leur procurant un droit d'ingérence dans le monde des affaires. Trois initiatives peuvent illustrer ce constat :
- Adoption par le gouvernement français d'un décret, en décembre 2005, visant à protéger les sociétés présentes dans certains secteurs jugés sensibles comme les domaines de l'armement, du secret défense, de la cryptologie, du matériel d'interception des communications, des biotechnologies, de la protection d'antidotes, de la sécurité informatique ainsi que les casinos. Ce décret a été inspiré par le rapport de B. Carayon sur l'intelligence économique de 2003, précédemment cité, dans lequel l'auteur a formulé des propositions concrètes pour garantir la sécurité économique des acteurs français ;

- Mise en œuvre d'un dispositif législatif en Allemagne protégeant le capital des sociétés allemandes de l'appétit des investisseurs étrangers ;
 - Nouvelle loi chinoise sur la concurrence prévoyant le durcissement des conditions de rachat des entreprises chinoises par les étrangers.
- 28 Dans le domaine de l'énergie en particulier, les grands États producteurs ont décidé de reprendre le contrôle des entreprises nationales. Le Venezuela en constitue un exemple dans le secteur énergétique. En fait, le débat sur le contrôle patriotique des investissements semble lié à celui qui concerne la nationalité du capital des entreprises.

1.2.2.3. La primauté de la nationalité des entreprises

- 29 Faut-il accorder de l'importance à la nationalité des entreprises alors même qu'il est de plus en plus difficile d'accorder une nationalité aux grands groupes d'entreprises ? Ceux-ci sont le plus souvent devenus des multinationales dont les activités se déploient à l'échelle planétaire. Leurs dirigeants et les investisseurs qui détiennent le capital viennent du monde entier (Delaite, 2005). Les avis sont partagés : pour les libéraux comme Robert Reich (1993), la nationalité des firmes aurait perdu toute signification compte tenu de la volatilité du capital et de la mobilité des firmes. Pour Carole Deneuve (Deneuve *et al.*, 2006), la nationalité de l'entreprise n'a plus grand sens, tant son capital et son activité sont dilués partout, de par le monde⁴. S'opposant à cette conception, les partisans d'un patriotisme d'inspiration keynésienne, préconisent la création par les pouvoirs publics d'une capacité actionnariale nationale, en se référant à une ou plusieurs des six mesures suivantes :

- Une prise de participation minoritaire et temporaire dans des jeunes entreprises innovantes intervenant dans des secteurs stratégiques pour l'avenir du pays ;
- Mise en place de nouveaux investisseurs institutionnels afin de consolider et de stabiliser les structures actionnariales des firmes nationales ;
- Soutien financier aux actionnaires institutionnels nationaux capables et désireux de s'engager à long terme dans des entreprises. La Caisse des Dépôts et Consignations occupe, par exemple, en France, une place à part parmi les investisseurs institutionnels français, en conservant un poids non négligeable dans le capital de nombreuses grandes entreprises nationales ;
- Création de fonds souverains nationaux, investisseurs financiers à long terme, susceptibles de gérer ou d'administrer des fonds publics. À cet égard, on peut remarquer que le Rapport de la Commission pour la libération de la croissance française, sous la présidence de Jacques Attali, rapport qui, pourtant, n'est pas toujours favorable à des mesures inspirées par le patriotisme économique, insiste sur la nécessité de faire émerger un fonds souverain français capable d'investir à long terme dans les entreprises françaises afin de favoriser l'actionnariat national ;
- Encouragement de l'actionnariat salarié et de l'actionnariat familial qui est facteur d'enracinement national. Pour les dirigeants d'entreprise, la détention d'actions par les salariés présente plusieurs avantages. Tout d'abord, elle favorise la stabilité de l'actionnariat par le biais de l'épargne salariale. En outre, les salariés actionnaires seront parfois mieux motivés que les simples salariés. En dépit de tous ses avantages, l'actionnariat salarié, toutefois, n'est pas sans poser de problèmes⁵. Tout d'abord, en tant qu'actionnaire, le salarié prend un véritable risque financier sur son épargne. Il participe ainsi de plus en plus à l'insécurité du capitalisme. En outre, il est confronté à un choix : le dividende ou le salaire. Enfin, comme le rappelle Michel Aglietta (1998, : 128), l'actionnariat salarié est susceptible de

créer un conflit entre les salariés, lorsque les salariés-actionnaires recherchent une valorisation de leurs dividendes futurs ou des plus-values pour leurs titres en faisant pression dans les entreprises ;

- Soutien au développement des fonds éthiques nationaux qui répondent aux enjeux du développement durable.

1.2.3. Le patriotisme économique : un instrument de la puissance industrielle et commerciale

- 30 Le développement des pôles de compétitivité, la préservation d'entreprises liées à la nation et l'éclosion des industries d'avenir constituent le socle de toute stratégie de puissance industrielle et commerciale.

1.2.3.1. Le développement des pôles de compétitivité

- 31 Dans son ouvrage *La concurrence selon Porter* (1999), Porter propose une théorie de la compétitivité nationale publique et locale dans le contexte d'une économie mondialisée. Cette théorie considère que les grappes « *regroupements géographiques d'entreprises liées entre elles et d'institutions associées (services publics, universités, centres de recherches)* » mettent en œuvre les logiques de réseaux, seules capables de porter l'innovation et donc de générer de la croissance. Le concept de grappes fait apparaître un nouveau rôle pour l'État qui n'est plus un État producteur mais un État stratège et partenaire au service du développement.
- 32 Cette politique de pôles de compétitivité est mise en œuvre sous des formes et des niveaux très variés dans de très nombreux pays. Elle paraît beaucoup moins performante en Europe qu'aux États-Unis. Elle émerge en Chine avec les « centres d'innovation », structures regroupant chercheurs et entreprises dans le but de favoriser le transfert des résultats de la recherche vers l'environnement économique. En France, elle apparaît de plus en plus comme une politique d'impulsion au développement durable, comme le montre la mise en place d'un nouveau pôle de compétitivité pour l'aéronautique et le spatial (ASTech) plus respectueux de l'environnement.

1.2.3.2. La préservation des entreprises et des activités liées à la nation

- 33 Trois grandes stratégies confirment le souci des États de maintenir des relations durables de confiance avec leurs entreprises nationales.
- La volonté de favoriser l'émergence de champions nationaux dans les secteurs d'avenir, comme c'est le cas aux États-Unis et en Chine. Le gouvernement chinois, dans sa volonté de créer des champions nationaux, susceptibles de concurrencer les multinationales étrangères, accorde des aides aux groupes leaders, notamment en prenant des mesures pour faciliter les prises de contrôle d'entreprises étrangères par les sociétés chinoises. Au sein de l'Union européenne, chaque pays favorise la constitution de grands conglomérats financiers, associant activités bancaires et assurance. Ces champions nationaux ont reçu, pour mission implicite de leur gouvernement, de maintenir des centres de décision considérés comme stratégiques en matière financière sur le territoire national. Fondamentalement, la constitution de champions nationaux est en rupture avec la politique de concurrence de la Commission européenne qui vise au contraire à réduire les aides publiques aux entreprises ;

- L'instauration d'un « *Small Business Act* » permettant de garantir plus de commandes publiques aux PME et d'accélérer la recherche-développement et l'innovation dans ce type d'entreprises. Aux États-Unis, le *Small Business Act* réserve un pourcentage significatif des marchés publics, civils et militaires aux PME américaines ;
- Le maintien sur le sol national des centres de décision majeurs et la maîtrise d'activités et d'entreprises sensibles, indispensables à la préservation de la capacité de décision de l'État (Delbecque, 2008). Ce qui apparaît décisif aujourd'hui pour un État, c'est d'attirer, dans le pays, des centres de décision économiques et de conserver ceux qui y sont implantés de longue date. Cet objectif s'avère essentiel pour l'indépendance et la sécurité nationale mais également pour le développement de l'emploi. Les activités de recherche et de développement se situent souvent dans le même lieu que le siège de l'entreprise.

1.2.3.3. L'éclosion des industries d'avenir

- 34 Selon Maurice Allais (2002), les industries d'avenir peuvent bénéficier d'aides temporaires des États sous forme de subventions remboursables comme ce fut le cas pour les programmes Ariane et Airbus. Celles-ci doivent être planifiées et dégressives au cours du temps, car l'activité doit devenir rentable à terme. Notons que l'Union européenne est la seule région du monde à limiter actuellement les aides publiques alors que tous les autres pays y ont recours. Dès lors que les États membres gèrent de manière responsable les deniers publics, ces aides ne seraient pas contradictoires avec les Traités européens et devraient être autorisées par les institutions internationales telles que l'OMC, comme le préconise Gérard Lafay (2008). Fondamentalement, les différents États doivent repenser le progrès technique pour le mettre au service du développement durable et doivent concentrer leurs efforts notamment sur les domaines suivants : la prévention des risques liés à l'effet de serre, la défense et la sécurité, les biotechnologies, les nanotechnologies, les technologies de l'information.

1.2.4. Le patriotisme économique : un vecteur de la puissance financière

- 35 Les économies d'Asie émergentes et celles des pays pétroliers ont accumulé durablement des excédents commerciaux sur celles dont le potentiel de croissance était plus faible mais dont le développement du système financier était plus avancé. En particulier, le régime de croissance fondé sur le dynamisme des exportations a fait de la Chine l'un des premiers créanciers du monde, essentiellement vis-à-vis des États-Unis. Ses réserves de change, les plus importantes au monde, soit environ 1200 milliards de dollars, lui permettent de constituer des fonds souverains qui peuvent acheter les titres de propriété des banques et grandes entreprises américaines ou européennes.
- 36 Si les fonds souverains ont un rôle régulateur notamment dans le contexte de la crise financière dite « crise des subprimes », qui a éclaté en 2007, ils ont aussi une stratégie de puissance, puisque la propriété du capital leur confère un certain pouvoir en leur permettant d'influencer ou de contrôler la stratégie et la gestion de nombreuses entreprises étrangères et même d'avoir une mainmise sur des technologies de pointe. Par ailleurs, les placements des réserves de change ont un certain impact sur les taux d'intérêt internationaux et sur les cours de change (Aglietta, Landy, 2008). Fondamentalement, cette volonté et cette capacité d'accumuler des créances nettes sur l'extérieur ne traduisent-elle pas l'émergence d'un nouveau mercantilisme avec la

conjonction du protectionnisme et d'une politique d'exportation volontariste ? Ne sont-elles pas révélatrices d'un patriotisme triomphant ?

- 37 Le patriotisme économique a eu initialement pour objectif principal de renforcer la puissance économique de la nation en préservant son indépendance. En se plaçant dans le cadre du développement durable, il nous reste à nous interroger sur le fondement même de ce patriotisme économique, sur sa raison d'être, ainsi que sur sa justification au plan de l'équité, dans la mesure où il peut porter préjudice à des acteurs.

2. Dépasser le concept traditionnel du patriotisme économique dans l'optique du développement durable

- 38 Le patriotisme économique peut se traduire par des actions extérieures ou, de façon peut-être moins visible, par des actions dirigées vers l'intérieur du pays. Comme le soulignait Durkheim (1890 : 69) à propos des actions extérieures, *« il semble que le vrai patriotisme ne se manifeste que dans les formes de l'action collective qui sont orientées vers le dehors ; qu'on ne peut marquer son attachement au groupe patriotique auquel on appartient que dans les circonstances qui le mettent aux prises avec quelque groupe différent »*. Ce *« vrai patriotisme orienté vers l'extérieur »* correspond aux conceptions mercantiliste et listienne du patriotisme économique, notamment avec les mesures de protection et de soutien prises par l'État en faveur de nouvelles industries afin qu'elles puissent se développer face à la concurrence étrangère. Mais, comme le rappelle Durkheim, *« à côté de ce patriotisme, il en est un autre, plus silencieux, mais dont l'action utile est aussi plus continue, et qui a pour objet l'autonomie intérieure de la société et non son expansion extérieure »*. Ces actions *« visant à l'autonomie intérieure de la société »* auront comme objectifs, dans l'esprit de Durkheim (Durkheim, 1890 : 70) de créer des sociétés non pas *« les plus grandes ou les plus aisées »*, mais *« les plus justes, les mieux organisées »* avec *« la meilleure constitution morale »*. Cette forme de patriotisme tourné vers l'intérieur, comme le souligne Durkheim *« n'exclut pas, il s'en faut, tout orgueil national »* indissociable, pour cet auteur, de tout patriotisme. *« Tant qu'il y aura des États, ajoutait Durkheim, il y aura un amour-propre social, et rien n'est plus légitime »*. Mais cet orgueil national ne va plus se manifester par des succès extérieurs, dans le domaine économique notamment par le contrôle de nouveaux marchés, mais par la démonstration faite par la collectivité nationale de sa capacité à créer une société plus juste. La conception keynésienne du patriotisme économique s'inscrit, dans une certaine mesure, dans cette conception durkhémienne du patriotisme économique. Keynes s'est d'ailleurs rapproché en 1933 de cette dernière conception du patriotisme économique, lorsqu'il souhaitait que l'État soit capable de développer des politiques économiques nationales indépendantes pour créer une société plus juste. Pour conclure l'analyse du patriotisme qu'il menait dans les années 1890 à 1900, Durkheim (Durkheim, 1890 : 70) regrettait les conceptions limitées du patriotisme de son époque, en estimant que *« sans doute nous n'en sommes pas encore au temps où ce patriotisme [tourné vers l'action intérieure] pourra régner sans partage, si tant est qu'un pareil moment puisse jamais arriver »*.
- 39 Or, cette nouvelle forme de patriotisme tourné en quelque sorte vers l'intérieur, que Durkheim appelait de ses vœux, s'est manifestée, principalement, après la seconde guerre mondiale par l'instauration de nouvelles institutions et de nouvelles règles dans le domaine social et environnemental, contribuant ainsi à faire apparaître un développement durable, dans ses dimensions sociale et environnementale.

- 40 La mise en œuvre du patriotisme économique peut être réexaminée dans l'optique de l'économie du don et du contre-don, développée par Marcel Mauss (1923-24), à propos des sociétés archaïques, mais appliquée également aux sociétés contemporaines (Chanial, 2001, 2008a,)⁶. Dans son *Essai sur le don*, Marcel Mauss explique que le don implique pour les acteurs une triple obligation qui assure la cohésion de la société dans son ensemble : obligation de donner, de recevoir et de rendre. Les individus, qu'ils appartiennent à des tribus ou des clans, au sein des sociétés archaïques, ou qu'ils vivent dans une société moderne, tissent ainsi, grâce au don, des relations durables et ne laissent pas le marché réguler, seul, l'ensemble de leurs relations. Les acteurs se placent volontairement en dehors des relations marchandes, car le don ou le contre-don ne s'inscrit pas dans la perspective d'un échange marchand, même si chaque partenaire, tour à tour, donateur et donataire, se doit de déterminer l'importance du don et du contre-don, en évitant tout écart susceptible de froisser ou de mécontenter l'autre partie.
- 41 Dans les sociétés contemporaines des pays développés, un individu, dès sa naissance, reçoit, de sa famille ou de la collectivité à laquelle il appartient, de nombreux dons : éducation, protections diverses, etc.. Certains de ces « dons », comme l'éducation, lui sont d'ailleurs imposés par la société, et il ne peut les refuser. Tout individu bénéficie, en outre, de dons sous la forme d'une protection constante que lui apporte la société, quels que soient le niveau et le domaine concerné⁷. En retour, dans la logique maussienne du contre-don, chacun doit se montrer solidaire vis-à-vis de sa famille, de ses proches, ainsi que de la collectivité qui l'entoure. Cette solidarité se manifeste notamment à travers le « *patriotisme économique* » dont chaque individu est invité à faire preuve. Il devra, au plan économique, privilégier et protéger les intérêts économiques de ses proches, de la collectivité ou des autres membres de la nation à laquelle il appartient, au détriment parfois de ses propres intérêts. Ce contre-don, qui s'exprime ainsi à travers le patriotisme économique, prendra des formes matérielles ou immatérielles très diverses : participer au financement des dépenses d'éducation ou de santé concernant les membres de sa collectivité, soutenir l'activité économique des siens en achetant leur produit, leur apporter une assistance technique en consacrant une partie de son temps, etc.. Ces obligations concernent même les organisations, comme les entreprises ou les associations qui affectent volontairement des ressources à des actions de solidarité.
- 42 Nous analyserons successivement la mise en œuvre du patriotisme économique dans le domaine social et le domaine environnemental au niveau d'un État ou d'une union régionale, comme l'Union européenne. Toutefois, les comportements « patriotiques » nationaux, soutenus et renforcés par des mesures protectionnistes, peuvent avoir pour conséquence de nuire à d'autres acteurs dans le monde, entraînant parfois pour eux de graves préjudices. Nous nous demanderons, tant pour le patriotisme économique appliqué au domaine social qu'au domaine environnemental, dans quelle mesure il peut se concilier, dans le cadre de la mondialisation, avec le maintien de l'équité à l'égard de toutes les parties prenantes, qu'il s'agisse de la société et de la nation, au sein de laquelle il est mis en œuvre, ou des acteurs extérieurs qui n'en sont pas les bénéficiaires directs.

2.1. Patriotisme économique et protection des citoyens

- 43 La protection sociale ou la protection de certaines catégories de la population relève essentiellement de la solidarité nationale en Europe. Pour les pays européens, elle est

parfois renforcée au niveau de l'Union européenne pour des catégories spécifiques de la population. Mais ce patriotisme économique, qui s'accompagne parfois de mesures protectionnistes, ne risque-t-il pas de causer des préjudices à de nombreux autres acteurs dans le monde ?

2.1.1. La protection des citoyens au niveau de la nation

- 44 La volonté de protéger les citoyens a entraîné, dans la plupart des pays, l'instauration d'un système de protection sociale, au niveau national, et de façon plus limitée, il est vrai, des systèmes protégeant des travailleurs ou des catégories sociales dont les activités paraissent indispensables à la cohésion nationale.

2.1.1.1. La protection sociale

- 45 Un système national de protection sociale est, par nature, une expression du patriotisme économique, visant à créer une « société plus juste et mieux organisée », telle que l'avait imaginée Durkheim. Il permet, pour ceux qui le financent, d'assurer le contre-don, obligation morale venant répondre aux dons initiaux dont a bénéficié l'individu de la part de la société et aux dons futurs dont il pourra bénéficier. Au lieu de conserver leur épargne pour faire face aux risques de maladie ou pour financer leur retraite, les acteurs ont décidé, par exemple, de mutualiser les risques ou la charge des pensions de retraite, en recourant à un financement collectif qui passe par l'instauration de systèmes de sécurité sociale. Ces dons et ces contre-dons ont, à la fois, un caractère intéressé et désintéressé. Le donateur sait qu'il pourra bénéficier de prestations, en cas de maladies ou lors de sa retraite. Toutefois certains acteurs renoncent à percevoir, en espérance mathématique, un montant de prestations équivalent au montant des cotisations qu'ils seront amenés à verser⁸. Dans la logique du don et du contre-don, il n'y a pas de recherche d'une stricte compensation entre ce qui a été initialement donné et ce qui a été ensuite reçu⁹.
- 46 Ces systèmes de sécurité sociale ont été directement menacés par la mondialisation des économies, caractérisée par une concurrence accrue entre les acteurs du monde entier, résultat d'une intensification des flux d'échanges de marchandises et de services, ainsi que du développement des investissements directs à l'étranger et des mouvements de capitaux. Soumis aux contraintes de la mondialisation, les autorités ont refusé d'augmenter directement le montant des cotisations sociales à la charge des employeurs afin de ne pas affecter la compétitivité des entreprises exportatrices ou de maintenir l'attractivité du pays vis-à-vis des investisseurs étrangers et nationaux. Ce comportement des gouvernements est parfaitement illustré par la réforme des retraites en France rendue nécessaire principalement par l'évolution démographique qui avait entraîné un fort déséquilibre entre le montant des cotisations prélevées et celui des pensions. Le nouveau système mis en place a eu pour conséquence, à nombre constant d'années de travail, de réduire le montant des pensions versées aux retraités sans que les charges sociales pesant sur les entreprises n'aient été accrues. Il a été demandé, à cet égard, aux salariés de faire preuve, en quelque sorte, de patriotisme économique, c'est-à-dire, dans l'optique du modèle du don, d'augmenter leur « don », sous forme d'années de travail supplémentaire (par exemple, en France, l'alignement de la durée de cotisation des agents de la Fonction publique sur celle des salariés du privé, 40 ans entre 2004 et 2008, puis le passage progressif à 41 ans en 2012 pour tous les salariés)¹⁰, afin de conserver

l'attractivité économique de leur territoire, de maintenir ainsi un nombre suffisant d'emplois et d'éviter une augmentation du chômage. Il est possible, à ce propos, que les systèmes de protection sociale d'inspiration bismarckienne soient plus sensibles aux contraintes de la mondialisation que les systèmes d'inspiration beveridgienne. Le financement des premiers s'opère principalement par le prélèvement de cotisations sociales assises sur les salaires tandis que les seconds sont financés par le budget de l'État, c'est-à-dire par l'impôt. Avec les systèmes à la Beveridge, le financement de pensions supplémentaires peut se faire en augmentant la pression fiscale sur les ménages sans affecter directement la compétitivité des entreprises. Dans ce dernier cas, il est demandé aux ménages, notamment les plus aisés, de faire preuve de « patriotisme économique » en augmentant leur « contre-don » et leur don à la société, sous forme d'une hausse de leurs contributions⁴⁷.

2.1.1.2. La protection de certains secteurs d'activité

- 47 Le patriotisme économique se manifeste également lorsqu'il s'avère nécessaire de protéger des secteurs d'activité dont la « survie », menacée par la concurrence étrangère, paraît indispensable. Cette protection s'inscrit également dans la logique du « don et du contre-don », visant à maintenir la cohésion de la nation. L'exemple le plus caractéristique est sans doute celui de l'agriculture en France. Pour des raisons de sécurité économique, analysées dans la première partie, ce secteur a bénéficié de mesures de soutien, dès 1892, avec les lois Méline, qui ont instauré une protection contre les importations étrangères à bas prix. À la différence de la Grande Bretagne, qui a préféré établir, dans ce domaine, le libre-échange afin que le pays puisse bénéficier d'un approvisionnement alimentaire au coût le plus faible possible, il a été demandé aux citoyens, en France, de faire preuve de patriotisme économique en soutenant leur agriculture, considérée comme une activité fondamentale. Ce soutien s'inscrit dans la logique du « don et du contre-don » dans la mesure où ce secteur d'activité, avec ses gains de productivité, était à l'origine d'une relative prospérité et avait rendu possible la révolution industrielle dans ce pays. La protection des riziculteurs, au Japon, contre les importations de riz américain relève de la même logique. De nombreux autres secteurs industriels dans le monde, comme cela a été rappelé dans la première partie, ont aussi bénéficié, dans cette optique du « don et du contre-don », de fortes protections, notamment en périodes de crises économiques.
- 48 C'est dans le cadre de ce patriotisme économique, visant à assurer une société plus juste, et se traduisant notamment par l'instauration de systèmes de protection sociale, que s'inscrit le refus, par certains États, de s'intégrer ou de renforcer leur intégration dans une union régionale, entraînant des contraintes dans leurs choix de politique économique. C'est le cas du rejet de l'Euro par la Suède. Les Suédois, dans leur ensemble, ont estimé que les contraintes, inévitables dans le cas d'une monnaie unique, risquaient de compromettre leur système de protection sociale. La renonciation par nombre de citoyens suédois aux avantages indiscutables apportés par l'Euro, peut être considérée comme un contre-don, qu'ils ont fait à l'ensemble de leur collectivité nationale, afin de garantir, dans leur esprit, une société plus juste et mieux organisée, dont ils ont déjà bénéficié. Par ailleurs, les États européens ont tenu, au sein de l'Union européenne, à préserver la spécificité de leur système de protection sociale en adoptant la règle de l'unanimité pour l'adoption de directives communautaires dans ce domaine ou dans celui de la fiscalité, dont l'autonomie est indispensable pour assurer la pérennité d'une

politique sociale. Le coût de la « non-Europe », supporté par certains acteurs nationaux peut aussi être considéré comme un contre-don permettant le maintien d'un système social, dont les membres de la collectivité ont bénéficié.

2.1.2. L'extension de la protection des citoyens au niveau d'une union régionale : le cas de l'Union européenne

- 49 Une union régionale, comme l'Union européenne, fait appel parfois au patriotisme économique des ressortissants des États membres dans des conditions souvent analogues à celles des États nationaux. Si la protection sociale, dans les pays européens, relève de la compétence des États membres, la protection apportée à des catégories sociales spécifiques constitue une sorte de prolongement de la politique menée au niveau de certains États.
- 50 Dans le domaine de la protection des citoyens, l'Union européenne se caractérise par le soutien apporté aux agriculteurs. La création d'une politique agricole commune était d'ailleurs, lors de la constitution de la communauté économique européenne, une condition exigée par la France et l'Italie, pour une suppression des barrières tarifaires en Europe et pour la constitution d'un vaste marché commun entre les États participants. Afin d'assurer, dans un souci de sécurité économique, l'autosuffisance alimentaire en Europe, les prix minima garantis aux agriculteurs ont été fixés initialement à un niveau supérieur aux prix mondiaux (prix de libre-échange). Il a été demandé aux citoyens européens de faire preuve de patriotisme économique en payant leurs denrées alimentaires à un prix sensiblement supérieur aux prix mondiaux. Ce surprix, en quelque sorte, correspond au contre-don fait aux agriculteurs qui assurent, en développant leur activité, la sécurité alimentaire à l'ensemble des citoyens européens¹².

2.1.3. Légitimité du patriotisme économique dans le domaine de la protection du citoyen

- 51 L'instauration de mesures protectionnistes n'accompagne pas nécessairement la mise en œuvre du patriotisme économique. Les acteurs peuvent faire preuve spontanément de ce patriotisme économique en achetant des produits nationaux, même si ces derniers sont plus coûteux que les produits étrangers, ou bien en conservant leurs actions, lorsqu'une OPA hostile est lancée par une entreprise étrangère pour prendre le contrôle d'une entreprise nationale. Une préférence nationale très marquée a été ainsi observée traditionnellement chez nombre de ménages japonais¹³. Toutefois, quels que soient les décisions et les comportements des acteurs nationaux (patriotisme économique spontané ou mesures protectionnistes), les ressortissants des autres États en seront directement les victimes, car ils perdront inévitablement de nombreux marchés.
- 52 Les tenants du processus de mondialisation libérale, à ce propos, tendent à s'opposer aux différentes expressions traditionnelles du patriotisme économique, qu'il s'agisse du protectionnisme sous ses diverses formes ou du contrôle des mouvements de capitaux qui entravent la liberté, pour les entreprises, d'établir leur stratégie au niveau mondial. Se plaçant sur un plan strictement économique, les partisans de cette mondialisation rejettent toute manifestation de ce patriotisme économique. Le libre-échange généralisé serait seul capable, selon eux, d'accroître le plus efficacement possible le niveau de vie des populations et de favoriser le développement des pays les moins avancés. Selon cette thèse, il y aurait aussi plein emploi dans les pays développés. On peut alors considérer,

dans cette hypothèse du libre-échange, que le bon fonctionnement des systèmes de protection sociale, notamment les systèmes à la Beveridge, ne serait pas menacé par la mondialisation. Les systèmes de dons et de contre-dons, que constituent les systèmes de protection sociale, n'en seraient pas affectés. L'opposition entre les tenants d'un libre-échange généralisé et ceux qui défendent le maintien des prérogatives des États et des unions régionales renvoie au débat classique sur le choix du libre-échange pour assurer le bien-être mondial. Cependant, même si la thèse de la plus grande efficacité du libre-échange sur toutes les autres formes d'organisation des échanges internationaux était avérée, des périodes de transition seraient néanmoins inévitables, périodes liées à la restructuration des activités se traduisant par la disparition de certaines activités compensées par le développement d'autres secteurs économiques. Nombre d'acteurs, dans les pays concernés, n'accepteraient sans doute pas que leur système social soit menacé et une partie d'entre eux inéluctablement appelleraient leurs concitoyens à faire preuve de patriotisme économique, pour que le système de dons et de contre-dons de la protection sociale, auquel ils sont attachés, puisse subsister. Par ailleurs, des acteurs peuvent, au nom de la cohésion nationale, refuser que disparaissent des secteurs d'activité, même si leurs performances économiques se révèlent progressivement de moins en moins grandes par rapport à celles des producteurs étrangers.

- 53 Quel jugement doit-on porter par ailleurs, en termes d'équité, sur cette expression particulière du patriotisme économique offensif ? Le choix, notamment grâce à la veille technologique, des activités économiquement les plus performantes ainsi que leur développement, garantit, dans les pays concernés, la pérennité des systèmes de protection sociale, et par conséquent, la stabilité et le bon fonctionnement des systèmes de dons et de contre-dons, qui sont, pour nombre de sociologues, inhérents à la nature humaine. Dans quelles conditions, cette stratégie, permettant aux pays les plus développés dans le monde de maintenir ou d'améliorer les termes de leurs échanges extérieurs, est-elle acceptable ? Ne serait-il pas alors nécessaire, à titre de compensation, d'envisager, dans ce cas, au niveau mondial, la création, comme l'avait souhaité François Perroux, d'un système d'aide publique mondial, d'un système de transferts envers les pays les moins développés, incapables pour certains d'entre eux, selon les termes de cet auteur, de « couvrir les coûts » de l'Homme ?

2.2. Patriotisme économique et protection de l'environnement

- 54 Les actions menées en faveur de la protection de l'environnement apparaissent comme une manifestation du patriotisme économique « tournée vers l'intérieur » et vise, dans ce domaine comme dans celui de la protection des citoyens, à créer, selon les termes de Durkheim, une « *société plus juste* » et « *mieux organisée* ». Dans le cadre de ce patriotisme économique, où les acteurs sont prêts à sacrifier certains intérêts personnels au profit de la nation, la protection de l'environnement, ou même son amélioration, notamment grâce à la reconstitution de certains écosystèmes, se traduit par un don des générations actuelles au profit des générations futures. Cette action relève de la logique du don et du contre-don concernant tout acteur qui appartient à une collectivité¹⁴. Le patriotisme économique va alors se manifester par une affectation des ressources collectives et individuelles à la protection de l'environnement, concrétisation du don fait par les générations présentes aux générations futures. Le don des générations actuelles pourra se faire plus facilement au sein d'une collectivité nationale, où les descendants des donateurs seront amenés à vivre¹⁵.

- 55 La participation des acteurs, tels que les entreprises, les consommateurs, les collectivités territoriales, au processus de protection de l'environnement dans le cadre du patriotisme économique sera tout d'abord analysée. Nous examinerons, ensuite, dans quelle mesure les États sont amenés à intervenir pour soutenir et susciter des actions en faveur de l'environnement. Nous nous demanderons, enfin, dans quelles conditions les politiques de protection de l'environnement, animées par le patriotisme économique peuvent être efficaces au niveau de l'ensemble de la planète.

2.2.1. Participation des acteurs animés par le patriotisme économique au processus de protection de l'environnement

- 56 Nombre d'acteurs peuvent être animés par le patriotisme économique et sont susceptibles de soutenir, en prélevant sur leurs propres ressources, le processus de protection de l'environnement. Nous retiendrons le cas des entreprises et des consommateurs ainsi que celui des collectivités territoriales, notamment les villes, qui s'engagent dans la création de territoires durables.

2.2.1.1. Participation des entreprises et des consommateurs au processus de protection de l'environnement

- 57 Dans le cadre de leur responsabilité sociale et environnementale, nombre d'entreprises ont modifié leur système de production. Les acteurs les moins engagés dans ce domaine se sont contentés de modifications mineures, telles que l'installation de filtres pour limiter les rejets de substances polluantes dans l'atmosphère. Ces stratégies sont souvent qualifiées de *end of pipe* (bout de tuyau) et n'entraînent pas une remise en cause importante du mode de fonctionnement de l'entreprise. D'autres entreprises ont restructuré de façon plus profonde leur processus de production, en s'efforçant de limiter, à chaque stade de leur production, les rejets dans l'environnement ou le prélèvement des matières premières. Dans la mesure où les entreprises n'apportent aucune modification substantielle à leur produit, elles n'en tireront aucun avantage compétitif sur leurs concurrents, et, à l'inverse des entreprises qui n'ont pas entrepris d'actions en faveur de la protection de l'environnement, elles peuvent subir une hausse de leurs coûts de production. Le coût supplémentaire, correspondant à un don aux générations futures, sera supporté par l'entreprise et/ou ses parties prenantes. Les entreprises pourront néanmoins bénéficier parfois d'un contre-don venant de l'ensemble de la société, sous forme d'une reconnaissance de leur rôle pionnier, susceptible de leur créer une image flatteuse auprès des consommateurs et de favoriser l'expansion de leur marché. Les entreprises, qui n'entreprennent que des actions modérées dans le domaine de la protection de l'environnement, ne bénéficieront sans doute pas d'une forte reconnaissance. Cependant, on peut considérer qu'elles recevront du moins dans l'esprit du public, le « droit à opérer », *licence to operate*¹⁶, en échange de leurs actions en faveur du développement durable et, plus particulièrement, en faveur de la protection de l'environnement.
- 58 Pour mieux assurer la pérennité de leurs opérations en faveur de l'environnement, les entreprises doivent souvent bénéficier du soutien des consommateurs, qui acceptent d'acquiescer à un prix plus élevé les produits élaborés dans le respect de l'environnement. Dans le cas de certains produits, l'écart de prix sera mieux accepté, car les consommateurs bénéficient d'un produit de meilleure qualité. Les produits naturels,

comme les produits de l'agriculture biologique, ont échappé aux traitements chimiques¹⁷. Pour les autres produits, l'écart de prix correspond intégralement à un don, que les consommateurs effectuent à l'égard des générations futures. C'est le cas, par exemple, de meubles fabriqués à partir de bois exotiques, dans le respect de l'environnement, notamment au stade de l'exploitation forestière.

- 59 C'est, sans doute, la mise en œuvre du principe de précaution qui reflète le mieux l'exigence du patriotisme économique « tournée vers des actions intérieures », impliquant un don des générations actuelles en faveur des générations futures. Selon ce principe, il ne convient pas d'attendre d'avoir des certitudes scientifiques pour prendre des mesures destinées à éviter la survenance de dommages graves et/ou irréversibles à l'environnement¹⁸. Ces mesures peuvent aller d'une simple restriction à la commercialisation d'un produit et/ou l'utilisation d'un processus de production à leur interdiction totale. Elles entraînent des coûts pour l'ensemble des acteurs qui perdent parfois les avantages qu'ils auraient pu retirer de l'usage d'un produit ou d'un processus de production, et cela sur la base de simples soupçons concernant leur dangerosité. De même, l'abandon d'un produit déjà commercialisé, et parfois même de longue date, ou d'un processus de production, mis en œuvre depuis plusieurs années, entraînent un coût financier direct pour les entreprises concernées. Ce coût, comme cela a été déjà souligné précédemment, constitue un véritable contre-don des acteurs actuels en échange du don fait par les générations passées qui ont su leur transmettre un environnement non dégradé et que les générations actuelles se doivent de transmettre, intact, aux générations futures, en s'abstenant de mettre en danger l'environnement, même en cas d'incertitude scientifique.

2.2.1.2. Participation des territoires durables au processus de protection de l'environnement

- 60 La participation des territoires durables, notamment des villes, au processus de protection de l'environnement constitue un autre exemple caractéristique de la mise en œuvre d'un patriotisme économique orienté vers des actions intérieures.
- 61 Les compétences de l'Union européenne dans le domaine de l'environnement se sont progressivement étendues depuis la création de la Communauté européenne. Cette extension du rôle de l'Union européenne dans la protection de l'environnement reflète, dans une large mesure, l'évolution des sensibilités écologiques des populations européennes et de leur opinion publique depuis la conférence de Stockholm en 1972 jusqu'au Traité de Lisbonne en 2007¹⁹. Avec le Traité de Lisbonne, l'objectif de l'Union européenne est devenu la promotion du développement durable. La protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement sont, par conséquent, des objectifs à part entière, à côté de celui d'une croissance économique équilibrée et de la recherche du progrès social²⁰.
- 62 La Commission européenne a contribué à faire émerger un modèle européen de ville durable en organisant des consultations et des confrontations avec les différents acteurs urbains, inquiets de la dégradation de leur environnement et soucieux de promouvoir un développement durable. Elle a suscité, à cet effet, la création de réseaux de villes et favorisé la diffusion d'exemples de « bonnes pratiques ». Il a ainsi émergé, progressivement, en Europe, un modèle européen de la ville durable à laquelle se réfèrent

des collectivités territoriales, les États de l'Union européenne ainsi que les institutions européennes²¹.

- 63 L'originalité du modèle européen de ville durable réside dans la « hiérarchisation » des trois dimensions du développement durable : une priorité est donnée à la dimension environnementale. La ville durable européenne est une ville « compacte », formée d'immeubles de taille moyenne, qui favorise la mixité fonctionnelle, c'est-à-dire le rapprochement des logements, des emplois et des services afin de limiter les déplacements, sources de pollution. Elle respecte les écosystèmes naturels par la création d'espaces ouverts polyvalents, tels que les parcs. Une ville durable est dirigée par une municipalité socialement responsable qui doit adopter et susciter des comportements responsables chez les acteurs urbains, principalement dans le domaine de la construction et gérer de façon durable le système de transports, le cycle de l'eau et l'élimination des déchets urbains.
- 64 La mise en œuvre de ce modèle de ville durable, appliqué aux territoires durables, telle qu'elle apparaît dans les agendas des collectivités territoriales, entraîne des coûts et des contraintes pour les acteurs urbains. La lutte contre l'étalement urbain, responsable de l'intensification de la circulation automobile, devrait amener un nombre croissant de ménages urbains à renoncer à la maison individuelle. Les acteurs urbains devraient également, selon ce modèle, abandonner l'usage de leur véhicule au profit de transports en commun, jugés « plus propres » écologiquement. Les entreprises devraient, de leur côté, respecter des plans d'implantation plus rigoureux de leurs établissements. Elles ne pourraient plus librement s'installer dans les communes périphériques pour bénéficier de coûts moins élevés. C'est le cas notamment des distributeurs qui seraient obligés d'adopter de nouvelles politiques d'implantation des surfaces commerciales dans le cadre de la mixité fonctionnelle. Par ailleurs, l'obligation de respecter le patrimoine urbain ne peut que limiter la liberté des acteurs dans le domaine de la construction : urbanistes, architectes ou promoteurs. Les profits, que seraient susceptibles de réaliser les promoteurs immobiliers, en seraient réduits. Ces contraintes, qui pèsent sur les résidents des villes durables, les amènent souvent à supporter des coûts supplémentaires par rapport aux habitants des villes plus conventionnelles, dont les municipalités ne sont pas engagées fermement dans la voie du développement durable. Tous ces coûts constituent, en quelque sorte, des dons ou des contre-dons, des générations présentes aux générations futures.

2.2.2. Intervention de l'État pour soutenir ou susciter des actions en faveur de la protection de l'environnement

- 65 Après avoir précisé les motivations et les modalités d'intervention de l'État, nous montrerons que les mesures prises au nom du patriotisme économique ont concerné le domaine social avant d'être mises en œuvre pour la protection de l'environnement.

2.2.2.1. Motivations et modalités d'intervention de l'État

- 66 Dans de nombreux pays, l'État est intervenu pour soutenir ou susciter des comportements socialement responsables, notamment dans le domaine de la protection de l'environnement en utilisant des instruments réglementaires ou économiques. La réglementation consiste à fixer, secteur par secteur, des normes visant à interdire ou à réduire le volume des rejets dans l'environnement. Pour minimiser le coût de la réduction

des rejets polluants, les pouvoirs publics préfèrent utiliser des instruments économiques, écotaxes ou permis d'émission négociables. Une écotaxe est un prélèvement proportionnel au volume des rejets²². Avec les permis d'émission négociables, les autorités déterminent un plafond pour le volume de rejets autorisé. Les « droits à polluer » correspondants sont distribués aux entreprises, soit gratuitement, soit à titre onéreux par un système d'enchères²³. Ces instruments économiques sont destinés à inciter les entreprises à abaisser leurs émissions au coût le plus faible possible pour l'ensemble des secteurs d'activité.

- 67 Cependant, pour soutenir les entreprises qui mènent des actions en faveur de l'environnement, l'État peut être amené à protéger les secteurs d'activité à qui il est réclamé un effort particulier pour la protection de l'environnement. Le patriotisme économique, orienté vers des actions intérieures, s'accompagnera, dans ce cas, de mesures à caractère protectionniste, justifiées par la nécessité de pérenniser ces stratégies de protection de l'environnement qui s'inscrivent dans des perspectives de long terme. À ce propos, J. Stiglitz (2006) avait suggéré aux Européens d'imposer des mesures restrictives aux produits importés dans l'Union européenne (provenant notamment des États-Unis) et dont les entreprises n'auraient pas été soumises aux mêmes contraintes de respect de l'environnement que les entreprises européennes. C'est le cas des produits qui sont fabriqués par les entreprises astreintes, dans l'Union européenne, à respecter des quotas d'émission de CO₂ dans le cadre du système des permis d'émission négociables. J. Stiglitz rappelle, à cet égard, que les États-Unis avaient interdit l'importation sur leur territoire de crevettes thaïlandaises prises par des filets tuant certaines espèces de tortues en péril. L'OMC leur a donné raison et cette institution a reconnu ainsi qu'un pays pouvait suspendre les importations de marchandises dont la production était susceptible de porter des dommages à l'environnement. Si les restrictions quantitatives se révélaient difficiles à mettre en œuvre, J. Stiglitz estime que les Européens seraient en droit d'imposer aux produits, ne respectant pas l'environnement, des droits compensateurs, notamment à l'égard des produits américains importés en Europe. *« En étant dispensées de payer les dégâts qu'elles infligent à l'environnement, les entreprises américaines reçoivent en fait une subvention »* (Stiglitz, 2006 : 247), face à laquelle les pays, dans le cadre de l'OMC, sont autorisés à réagir en instaurant des droits compensateurs. Il s'agirait, dans ce cas de figure, de subventions cachées, qui créent des distorsions de concurrence au même titre que les subventions classiques directement versées aux entreprises. Le montant des droits compensateurs peut aisément être calculé, de façon relativement objective, en se référant au coût de la tonne carbone sur les marchés des permis d'émission négociables²⁴.

2.2.2.2. Évolution de l'attitude de l'État : du social à l'environnement

- 68 À l'origine, le patriotisme économique, orienté vers des actions intérieures, s'est plutôt intéressé à la dimension sociale du développement durable qu'à la protection de l'environnement : mise en place de systèmes de protection sociale et de soutien à des activités considérées comme essentielles. Le souci de préserver l'environnement n'est apparu généralement que plus tardivement, principalement après l'émergence du concept de développement durable à la suite de la conférence de Rio en 1992. Le maintien d'activités jugées fondamentales par l'ensemble de la population s'est fait parfois même au détriment de la préservation de l'environnement. En Europe et plus particulièrement en France, le soutien aux activités agricoles s'est accompagné aussi de la promotion d'une

agriculture productiviste peu soucieuse de l'environnement. La mécanisation de l'agriculture, indispensable pour accroître les rendements, a entraîné la suppression des haies rendant nécessaire un recours de plus en plus important aux insecticides et fongicides. Les sols, exposés aux intempéries, se sont érodés plus rapidement, accroissant les besoins en engrais et contribuant à polluer les cours d'eau et les nappes d'eau souterraines (Pelt, 2007). Par ailleurs, selon Belpomme (2007), la plupart des pesticides utilisés en agriculture intensive sont des produits CMR (produits chimiques cancérogènes et/ou mutagènes et/ou toxiques pour la reproduction). Comme le souligne cet exemple, le patriotisme économique, orienté vers la protection de catégories sociales ou d'une activité, a pu négliger totalement la protection de l'environnement. Cependant, alors que les pays de l'Union européenne se tournaient vers une agriculture productiviste, les Suisses ont développé sur leur territoire d'autres formes d'agriculture, une agriculture intégrée qui limite l'usage des pesticides et une agriculture biologique qui rejette tout emploi de produits chimiques et de médicaments. Cette dernière couvre 10 % de la surface agricole utile de ce pays, contre seulement 2 % en France²⁵. Ces formes d'agriculture ont été soutenues, en Suisse, dans l'esprit d'un patriotisme économique orienté, selon les conceptions de Durkheim, vers des actions intérieures destinées à préserver l'environnement, plutôt que dans le but d'assurer, comme dans la communauté européenne, l'autosuffisance agricole en favorisant l'expansion de l'agriculture.

2.2.3. Efficacité des politiques de protection de l'environnement dans le cadre du patriotisme économique

- 69 Les mesures adoptées en faveur de l'environnement au nom du patriotisme économique sont-elles pour autant véritablement efficaces, notamment si on en effectue le bilan au niveau de la planète ?
- 70 L'instauration de normes et la mise en œuvre d'instruments économiques au niveau national ou au niveau régional, notamment dans les pays développés, pourraient avoir pour conséquence, dans le cadre du libre-échange, de transformer certains pays en développement en « havres de pollution », selon le modèle de Baumol et Oates (1988). Les entreprises polluantes des pays développés, où les normes environnementales sont les plus strictes, transféreraient leurs activités dans les pays en développement qui n'imposent pas de normes. La réduction des coûts de production, dont ont bénéficié les entreprises, qui ont délocalisé leurs activités, entraînerait des baisses de prix de leurs produits, une croissance de la demande et, par conséquent, une augmentation de la production et du niveau de pollution qui lui est associée. L'instauration de normes environnementales dans les pays développés, comme l'Union européenne, aurait pour conséquence d'accroître le volume des rejets polluants au niveau de l'ensemble de la planète. Les pays développés pourraient être tentés à leur tour, en renonçant à tout patriotisme économique orienté vers des actions intérieures, d'alléger les contraintes environnementales et une course « au moins disant environnemental » serait alors susceptible de s'engager entre les États désireux de conserver ou de retrouver leurs avantages comparatifs. Des études ont mis effectivement en évidence des cas de délocalisation et de transferts d'activités à l'étranger, comme la tannerie, afin d'échapper au respect de normes environnementales. Les différences de législation favorisent l'activité minière dans certains pays en développement²⁶.

- 71 Cependant, certaines activités ne sont pas délocalisables ou difficilement délocalisables : tel est le cas de la production d'électricité ou de ciment. Des études (Lepeltier, 2004) montrent que les investissements à l'étranger, concernant les industries polluantes et venant des pays développés, s'effectuent principalement vers d'autres pays développés. De son côté, la Banque mondiale a mis en évidence, dans une étude de 1998, que les pays à haut niveau de revenu exportaient un volume plus important de produits à haut niveau de pollution qu'ils n'en importaient⁷². Le coût des investissements localisés dans les pays développés et soumis au respect de normes environnementales rigoureuses ne serait guère plus élevé que le coût de ces mêmes investissements réalisés dans les pays du Sud, dont les normes sont moins sévères⁷³. En outre, les entreprises les plus polluantes sont aussi souvent les plus capitalistiques et n'ont pas besoin d'employer un fort volume de main-d'œuvre non qualifiée, réputée moins coûteuse dans les pays du Sud. Les bas salaires et des contraintes environnementales moins sévères n'apportent pas des économies suffisantes par rapport à une implantation dans un pays développé pour qu'il y ait délocalisation massive de ces activités dans les pays du Sud. Les pays développés, notamment les États-Unis ou l'Allemagne, ont conservé ainsi leurs industries chimiques très capitalistiques, mais également très polluantes. En revanche, l'industrie textile, moins capitalistique, mais aussi moins polluante que l'industrie chimique, s'est largement implantée dans les pays en développement.
- 72 Les entreprises nationales peuvent aussi hésiter à délocaliser leurs activités en faisant preuve d'un patriotisme économique visant à soutenir le niveau de l'emploi dans leurs pays. Cependant, les multinationales, d'origine étrangère, qui ont implanté des filiales, n'auront sans doute pas les mêmes motivations. Mais, les entreprises, quelles qu'elles soient, qui délocaliseraient leurs activités, peuvent aussi être dénoncées par les ONG et, pour conserver leur image et leur réputation, elles n'auront parfois guère d'autres choix que d'appliquer, en définitive, les normes environnementales retenues dans leur pays d'origine. En outre, pour accéder aux marchés des pays développés, les entreprises, implantées dans les pays émergents doivent respecter, pour leurs produits, les normes des pays importateurs.
- 73 Le patriotisme économique orienté vers la protection de l'environnement, dans un pays ou au sein d'une région régionale, devrait contribuer globalement à réduire le volume de pollution au niveau de la planète, même si certains pays en développement sont réticents à adopter des mesures comparables à celles des pays développés. De plus, le patriotisme économique, tel que nous l'avons envisagé dans le cadre de la protection de l'environnement, a pour objectif, de montrer à l'ensemble des acteurs du monde, selon les termes de Durkheim, que le pays, qui le pratique, est « mieux organisé » que les autres, car il se montre plus efficace que les autres à mettre en œuvre une stratégie de protection de l'environnement. Ce pays, animé par un fort sentiment de patriotisme économique, serait susceptible de servir d'exemple aux autres pays, à l'instar de l'Allemagne et des pays du Nord de l'Europe, qui ont largement influencé les directives européennes et les législations nationales de l'Union européenne dans ce domaine.

Conclusion

- 74 Le patriotisme économique, qui se manifeste souvent par des mesures protectionnistes, mais qui ne doit pas être assimilé à ces dernières, a pour objectif, dans l'esprit de ses défenseurs, de contribuer, grâce à sa mise en œuvre, au développement économique dont

il constitue un des leviers, d'assurer la sécurité des citoyens, et même de devenir un instrument destiné à promouvoir la puissance industrielle, commerciale et financière d'un pays. Qu'il soit d'inspiration mercantiliste ou listienne, il vise à donner, avant tout, aux nations une autonomie suffisante pour leur permettre d'élaborer librement leur stratégie de développement. D'inspiration keynésienne, il consiste, pour les États, à mettre en œuvre une politique économique reposant sur une souveraineté sociale mais aussi, dans une moindre mesure, environnementale.

- 75 Placée dans le cadre du développement durable, la forme de patriotisme économique, que Durkheim considérait comme orientée vers des actions intérieures destinées à favoriser l'émergence d'une « société plus juste et mieux organisée » s'inscrit dans la logique de l'économie du don. Tout individu bénéficie ou a bénéficié de dons, sous forme d'une protection constante apportée par la société, qu'il s'agisse d'une protection sociale ou d'une protection de l'environnement dans lequel il opère. En retour, dans la logique maussienne du contre-don, il doit se montrer solidaire à l'égard de la société et, au plan économique, il est tout naturellement invité à faire preuve de patriotisme économique en privilégiant et en protégeant les intérêts économiques de ses concitoyens, et, dans une perspective plus large, des ressortissants de l'union régionale à laquelle il appartient, au détriment parfois de ses propres intérêts. L'État peut être amené à prendre des mesures protectionnistes, le cas échéant, lorsqu'il apparaît un consensus suffisant et qu'il faut éviter des comportements de passager clandestin.
- 76 Ce patriotisme économique, qui vise à protéger les intérêts nationaux, parfois au détriment des acteurs des autres pays, est-il pour autant éthiquement acceptable ? Dans la mesure, où la protection concerne l'environnement, la sauvegarde des écosystèmes, patrimoine de l'Humanité, on peut considérer que ce patriotisme est tout à fait légitime. S'il s'agit de protéger, à travers le patriotisme économique, un système social, il faudrait, alors, que les bénéficiaires prévoient, pour les ressortissants des pays qui en sont victimes, notamment les pays les plus pauvres, des compensations sous forme d'aides. C'est à cette condition seulement que le patriotisme économique peut apparaître comme humaniste, en permettant aux citoyens d'un même pays de progresser dans la voie du développement durable, sans compromettre les aspirations des autres individus de la communauté internationale.
- 77 Il ne semble pas que le patriotisme économique, ainsi que toutes ses manifestations, soient amenés à disparaître dans un futur proche. En effet, les systèmes sociaux restent nationaux et les citoyens de chaque pays sont attachés généralement à leur spécificité. Les entreprises, dans le cadre de leur gouvernance, peuvent pratiquer un patriotisme économique en menant des politiques sociales à l'égard de leur personnel et de leurs autres parties prenantes, ainsi que des politiques de protection de l'environnement. Tant que des mesures de protection de l'environnement et des normes sociales ne seront pas adoptées par l'ensemble des États de la planète, le patriotisme économique sera indispensable pour que les acteurs, notamment les entreprises, qui prennent des risques en menant ou en participant à des expériences dans le domaine social ou environnemental, soient soutenus dans leurs efforts.

BIBLIOGRAPHIE

- Aglietta M., 1998, « Problèmes des tendances actuelles de la finance », *Issues, Cahiers de recherches de la Revue Économie et Politique, Espace Marx*, « Face à la mise en place de la monnaie unique, peut-on réorienter la construction monétaire européenne ? Propositions immédiates l'infléchissement et perspectives d'un dépassement par une monnaie commune », 1^e-2^e trimestre, n° 51-52, p. 115-132
- Aglietta M., Landy Y., 2008, *La Chine vers la superpuissance*, Economica, Paris
- Allais M., 2002, *Nouveaux combats pour l'Europe 1995-2002. Un aveuglement suicidaire. Pour une autre Europe*, Clément Juglar, Paris
- Barbet P., 1997, *Les échanges internationaux*, LGF - Livre de Poche, Paris
- Baumol W. J., Oates W. E., 1988, *The Theory of Environmental Policy*, Cambridge University Press, Cambridge
- Belpomme D., 2007, *Avant qu'il ne soit trop tard*, Fayard, Paris
- Bizer M., 2000, « 'Qui a pais n'a que faire de patrie' : Joachim Du Bellay's resistance to a French identity », *The Romanic Revi*, 91 (4), p. 375-395
- Brender A., Pisani F., 2007, *Les déséquilibres financiers internationaux*, La Découverte, Paris
- Carayon B., 2003, *Intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale*, Rapport au Premier Ministre
- Carayon B., 2006a, *À armes égales*, Rapport au Premier ministre
- Carayon B., 2006b, *Le patriotisme économique, de la guerre à la paix économique*, Éditions Du Rocher, Paris
- Chanial P., 2001, *Justice don et association, la délicate essence de la démocratie*, La Découverte, Paris
- Chanial P. (éd.), 2008a, *La société vue du don*, La Découverte, Paris
- Chanial P., 2008b, « Donner aux pauvres », in P. Chanial (éd.), *La société vue du don*, La Découverte, Paris, p. 272-305
- Commission pour la libération de la croissance française, 2008, *Rapport (sous la présidence de Jacques Attali)*, La Documentation française, Paris
- Dagoury L., 1894, *L'idée de Patrie*, Imprimerie du Progrès de la Somme
- Delaite M. F., 2005, « La France et la mondialisation financière », *Journal of international Affairs*, Institute of International Affairs, Aichi University, n° 126, p. 325-341
- Delbecq E., 2008, *Quel patriotisme économique ?* PUF, Paris
- Deneuve C., Boissieu (de) C., Biacabe J. L., Cerisier F., 2006, *Les entreprises françaises 2006 : ressorts et défis du capitalisme financier*, Economica, Paris
- Durkheim E., 1890, *Leçons de sociologie, Physique des mœurs et du droit*, cours dispensés à Bordeaux entre 1890 et 1900, version numérique par Jean-Marie Tremblay : http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim_emile/lecons_de_sociologie/lecons_de_sociologie.html

- Guillochon B., 2007, « Le patriotisme économique : une nouvelle forme de protectionnisme ? », *Cahiers français*, n° 341, La Documentation Française, Paris
- Jha A., Markandya A., Vossenaar R., 1999, *Reconciling trade and the Environment: Lessons from case studies in Developing Countries*, Edward Elgar, Cheltenham
- Keynes J. M., 1931, *Essais de persuasion*, traduit de l'anglais par Herbert Jacoby, édition française de 1933, Gallimard, Paris, version numérique par Marcelle Bergeron : http://classiques.uqac.ca/classiques/keynes_john_maynard/essais_de_persuasion/essais_persuasion.html
- Keynes J. M., 1936, *Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie*, traduit de l'anglais par Jean de Largentaye, édition française de 1969, Éditions Payot, Paris, version numérique par Jean-Marie Tremblay : http://classiques.uqac.ca/classiques/keynes_john_maynard/theorie_gen_emploi/theorie_emploi.html
- Keynes J. M., 1933, *De l'autosuffisance nationale*, édition française de 2006, *L'Economie politique, Alternatives Économiques*, n° 31, p. 7-18
- Lafay G., 2008, *France Horizon 2050 - Dynamique mondiale et défis français*, Economica, Paris
- Landier A., Thesmar D., 2007, *Le grand méchant marché, décryptage d'un fantasme français*, Flammarion, Paris
- Lepeltier S., 2004, *Mondialisation et environnement*, Rapport d'information, Sénat, n° 233, téléchargeable sur <http://www.senat.fr/rap/r03-233/r03-233.html>
- List F., 1841, *Système national d'économie politique*, édition française de 1998, Gallimard, Paris
- Mauss M., 1923-1924, « Essai sur le don », édition originale dans *L'Année sociologique*, repris en 1989 dans *Sociologie et anthropologie*, PUF, Paris
- Michalet C.-A., 2006, « Que reste-t-il de Keynes pour comprendre la mondialisation ? », *L'Economie politique, Alternatives économiques*, n° 31, p. 59-70
- Pastré O., 2006a, *La méthode Colbert ou le patriotisme économique efficace*, Perrin, Paris
- Pastré O., 2006b, « Keynes et le patriotisme économique à géométrie variable », *L'Économie politique, Alternatives économiques*, n° 31, p. 71-73
- Pelt J.-M., 2007, *C'est vert et ça marche*, Fayard, Paris
- Porter M., 1999, *La concurrence selon Porter*, Village mondial, Paris
- Reich R., 1993, *L'économie mondialisée*, Dunod, Paris
- Stiglitz J. E., 2006, *Un autre monde : contre le fanatisme du marché*, Fayard, Paris
- Todd D., 2007, « La naissance du 'patriotisme économique' : sentiment national et échanges commerciaux en France, 1814-1851 », Centre for History and Economics and Trinity Hall, Cambridge, <http://lodel.ehess.fr/afhe/docannexe.php?id=439>

NOTES

1. Le terme de « patrie » aurait été utilisé pour la première fois en français par Joachim du Bellay au milieu du XVI^e siècle (Dagoury, 1894). On peut considérer qu'un certain sentiment patriotique voire même un sentiment de patriotisme économique, commençait à se développer en France, du moins parmi les élites, à laquelle appartenaient les mercantilistes. Ainsi, la dédicace de l'ouvrage

« Défense et illustration de la langue française », par l'auteur Joachim du Bellay à son cousin le Cardinal Jean du Bellay, mentionne une « affection naturelle envers ma patrie » (Bizer, 2000).

2. David Todd (2007) rappelle également que si List est « parfois présenté comme un précurseur du nationalisme germanique réactionnaire et expansionniste des années 1890-1945 », il fut pourtant « un progressiste convaincu, forcé de s'exiler de l'Allemagne de Metternich en 1821, expulsé par la France des Bourbons en 1822, et réfugié aux États-Unis de 1825 à 1831 ».

3. Olivier Pastré souligne néanmoins que Keynes s'était efforcé de « relativiser la portée de ses arguments » à trois niveaux. La modification des structures économiques depuis le XIX^e siècle, notamment des différences moins marquées dans le degré d'industrialisation, justifiant une division internationale du travail moins forte au XX^e siècle, rendait moins nécessaire, selon lui, le maintien du libre échange. L'isolationnisme lié au développement du protectionnisme ne peut être « défendu que dans le cadre de pays à fort ancrage démocratique ». Enfin, il faut adapter le modèle du patriotisme économique à « l'équilibre social de chaque pays ». Cette politique économique doit être mise en œuvre de « manière pragmatique et progressive » (Pastré, 2006b). Toutes ces nuances et ces limites apportées par Keynes à l'instauration de mesures protectionnistes font dire à Olivier Pastré qu'il s'agit d'un « patriotisme à géométrie variable ».

4. Certains économistes libéraux, comme David Thesmar et Augustin Landier (2007), précisent même qu'une prise de contrôle par un étranger se traduit par une augmentation très importante des gains de productivité de l'entreprise, redistribués pour partie aux salariés et sans réduction d'effectifs. Ils rappellent, par ailleurs, qu'un marché actif de fusions-acquisitions conduirait à une meilleure allocation des ressources en incitant les managers à mener une gestion plus stricte et à prêter une plus grande attention aux intérêts des actionnaires.

5. Le comportement des cadres dirigeants des grandes entreprises, bénéficiaires de stocks-options est significatif à cet égard : ils sont parfois plus attentifs à l'évolution du cours de leur action que de l'avenir de leur entreprise.

6. Marcel Mauss, lui-même, dans son texte *Essai sur le don* (1923-24), avait appliqué sa théorie sur le don et le contre-don aux sociétés modernes.

7. Marcel Mauss avait montré que, dans les sociétés primitives, il existait des « biens » qui appelaient à être donnés, car ils représentaient ou symbolisaient le clan donateur. Une observation analogue est faite pour les sociétés développées contemporaines. Il existerait, pour de nombreux auteurs, des biens qui ont pour vocation d'être donnés à tous ou rendus accessibles à tous : il s'agit des biens qualifiés de collectifs, qu'ils le soient par nature ou qu'ils aient obtenu ce caractère justement grâce à l'action des pouvoirs publics, comme les services médicaux ou l'éducation.

8. Certaines catégories de la population ont statistiquement moins de chances que d'autres d'être atteintes par des maladies graves, compte tenu de leur activité ou de leur capital génétique.

9. Chaniel (2008b) a montré que l'assurance sociale moderne peut être perçue comme un espace de dons réciproques.

10. Il faut évidemment tenir compte de l'augmentation possible des gains de la productivité qui peuvent limiter le recours à une quantité de travail supplémentaire de la part des actifs.

11. Dans le cas du système à la Beveridge, l'ensemble des recettes fiscales contribue à financer les dépenses de l'État, y compris les dépenses à caractère social.

12. Par ailleurs, les traités européens ont retenu le principe de la libre concurrence, si bien que la plupart des industries européennes n'ont pas bénéficié d'une protection pérenne contre les concurrents extérieurs à l'Union.

13. Les pouvoirs publics ne sont pas alors obligés de prendre des mesures protectionnistes susceptibles d'entraîner des plaintes de la part des autres États dans le cadre actuel de l'OMC et/ou des mesures de rétorsion.

14. Au sein d'une collectivité le don et le contre-don concernent ou sont susceptibles parfois de concerner les mêmes acteurs. Ceux qui sont bien-portants, par exemple, financent les dépenses de soins pour les malades, et bénéficieront, un jour, le cas échéant, de leur financement. Mais, il faut observer que généralement le don et le contre-don s'effectuent entre les individus d'une part, et la collectivité considérée dans son ensemble, d'autre part. Les pensions des retraités sont financées par les actifs actuels, qui bénéficieront, à leur tour, de la contribution des futurs actifs. Les dons et les contre-dons se développent rarement entre les mêmes acteurs, mais entre l'individu et la société, pris comme entité. Il en est de même dans le domaine de la protection de l'environnement. Les générations passées, en préservant l'environnement, ont fait un don aux générations actuelles, qui, à leur tour, en préservant l'environnement, feront un don aux générations futures.

15. Une mondialisation qui s'accompagnerait d'importants mouvements migratoires pourrait affecter ce type de comportement, sauf si les individus ont pris conscience de l'aspect planétaire de la protection de l'environnement et de ses écosystèmes.

16. Les entreprises sont admises, aux yeux du public, à avoir le droit de produire.

17. Les ménages suisses ont ainsi accepté de soutenir financièrement leur agriculture biologique ou intégrée, l'agriculture intégrée étant la forme dominante en Suisse. L'agriculture intégrée limite l'emploi des engrais et utilise la lutte biologique contre les ravageurs, dont elle vise seulement à réguler les populations. Elle respecte, comme l'agriculture biologique, la biodiversité et l'équilibre des terres agricoles, considérées comme des écosystèmes.

18. Dans les formulations les plus courantes du principe de précaution, on retient également les dommages à la santé humaine.

19. L'Allemagne et les pays du nord de l'Europe ont joué un rôle prédominant pour faire introduire dans les directives et les règlements européens les grands principes de protection de l'environnement.

20. L'article 2 (alinéa 3) de ce traité (qui remplace l'article 2 du traité de Maastricht) précise en effet que l'Union « œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement ».

21. Ce modèle européen de ville durable peut être appréhendé à partir des « textes essentiels » qui contribuent à donner à la ville durable européenne ses principales caractéristiques, la Charte et les Engagements d'Aalborg, la communication de la Commission de 2004 dans laquelle la Commission précise les principes à respecter pour créer une ville durable, ainsi que sur les travaux du Groupe d'experts, qui était chargé de la conseiller.

22. Le montant sert à financer la restauration des écosystèmes dégradés, quand cela est possible, ou à réduire le montant de certains types de prélèvements, comme les charges sociales frappant les entreprises ou l'impôt sur le revenu des ménages qui, selon les libéraux, sont réputés avoir un effet négatif sur le niveau d'activité et de l'emploi.

23. Les entreprises qui auraient besoin de développer leur production et qui ne peuvent pas réduire le montant de leurs rejets par unité produite peuvent acheter les droits aux entreprises qui n'en ont plus besoin, par exemple, à la suite d'une réduction de leur activité ou d'une réduction de leurs rejets résultant d'investissements en technologie « propre ».

24. Si les entreprises américaines ont économisé, par tonne de produits sidérurgiques, 60 dollars, en étant dispensées d'acheter des droits sur le marché, explique Stiglitz, le montant des droits compensateurs devra s'élever à 60 dollars. La mise en œuvre du patriotisme économique, visant à protéger l'environnement, pourrait alors légitimement s'accompagner de mesures protectionnistes.

25. Les résolutions prises lors du Grenelle de l'environnement devraient porter ce pourcentage à 6 %.

26. Le secteur minier, parfois, dans certains pays en développement comme le Zimbabwe, l'Indonésie ou la Papouasie-Nouvelle Guinée, bénéficie d'un statut spécial, l'autorisant à ne pas respecter les normes environnementales applicables aux autres secteurs (Jha *et al.*, 1999).

27. Si les pays en développement avaient accueilli toutes les industries polluantes des pays développés, ces derniers n'exporteraient aucun produit « polluant » et importeraient, au contraire, massivement, des produits polluants venant des pays en développement, devenus de véritables havres de pollution.

28. Comme le souligne le rapport du Sénat (Lepeltier, 2004) sur l'environnement et la mondialisation, les statistiques sur le coût du respect des normes environnementales sont relativement rares. D'après ce rapport (Lepeltier, 2004 : 47), le coût d'exploitation des équipements antipollution représentait, en 1993, moins de 1 % du chiffre d'affaires de tous les secteurs, sauf pour les secteurs du pétrole et charbon, des produits chimiques, de la métallurgie primaire et du papier (et produits connexes) où ce ratio était inférieur à 2 %.

RÉSUMÉS

Le patriotisme économique est généralement perçu comme une invitation faite aux acteurs économiques tels que l'État, les consommateurs ou les entreprises, à favoriser les activités nationales. L'objectif de cet article est de montrer que le patriotisme économique n'est pas seulement un instrument au service de la puissance industrielle et commerciale d'un État ou un vecteur de sa puissance financière, mais qu'il est aussi parfaitement compatible avec les dimensions sociale et environnementale du développement durable. Le concept de patriotisme économique, à cet égard, a été examiné dans ses logiques traditionnelles d'inspiration mercantiliste, listienne et keynésienne et revisité dans l'optique de la théorie du don, initiée par Marcel Mauss et dans celle de Durkheim.

Economic patriotism is generally perceived as an invitation given to economic actors such as the State, consumers or companies, to facilitate national activities. The objective of this article is to show that economic patriotism is not only an instrument in the service of the industrial and commercial power of a State or a vector of its financial power, but that it is also perfectly compatible with the social and environmental dimensions of sustainable development. The concept of economic patriotism, in this respect, was examined in its traditional logics (Mercantilism, List and Keynes) and revisited in the optics of the theory of gift, introduced by Marcel Mauss and in the optics of Durkheim.

INDEX

Keywords : economic patriotism, environment, gift, protectionism, regional union, Relocation, social welfare, sustainable development

Mots-clés : délocalisation, développement durable, don, environnement, patriotisme économique, protection sociale, protectionnisme, union régionale

AUTEURS

MARIE-FRANÇOISE DELAITE

Marie-Françoise Delaite est maître de conférences en sciences économiques à l'Université de Paris 13 et membre du CEPN-CNRS (Centre d'économie de Paris Nord). Ses recherches portent essentiellement sur la finance internationale. Elle a publié notamment dans le *Journal of International Affairs* (Institute of International Affairs, Aichi University, Japon) et elle a contribué récemment aux *Mélanges en l'honneur du Professeur Jean-Claude Dischamps* (Bibliotheca, Targoviste).

CEPN-CNRS, Université de Paris 13, 40 Boulevard Blanqui 75013 Paris Tél : 01 47 07 93 50
delaite@iutsd.univ-paris13.fr

JACQUES POIROT

Jacques Poirot est maître de conférences en sciences économiques à l'Université de Nancy 2. Il est chercheur au BETA-CNRS (Bureau d'économie théorique et appliquée). Ses recherches, qui ont fait l'objet de publications notamment dans les revues *Monde en développement*, *Économie et Société* et *Tiers-Monde*, concernent principalement l'économie du développement durable.

BETA-CNRS, Université Nancy 2, 69 rue Baron Buquet 54600 Villers-lès-Nancy Tél : 03 83 40 32 96
Jacques.Poirot@univ-nancy2.fr